

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

● (1240)

Pour moi, toutes ces insultes ne sont en fait que l'aveu que le gouvernement n'est pas prêt à aborder les questions de fond, et en est réduit aux effets de manche. Pourquoi donc? De toute évidence parce que l'opposition au libre-échange avec les États-Unis se développe à vitesse grand V au Canada.

D'après les derniers sondages, 40 p. 100 des Canadiens estiment qu'un accord de libre-échange va entraîner une aggravation du chômage, contre 38 p. 100 qui pensent qu'il y aura un accroissement de l'emploi. En dépit des tentatives de propagande du gouvernement, malgré les discours et les insultes du gouvernement, les Canadiens se rendent bien compte des supercheries qu'on veut leur faire avaler, et sont de moins en moins favorables à cette folle entreprise. C'est une opposition qui se manifeste non seulement dans les sondages, mais dans des forums, par exemple les forums publics de tout l'Ontario où l'on a ouvertement critiqué les bases mêmes de l'initiative de libre-échange du gouvernement.

**Une voix:** Parlez-nous de Lethbridge.

**M. Langdon:** Vous parler de Lethbridge? J'en reviens, et la plupart des jeunes à l'université commencent à avoir de sérieux doutes. Je pourrais aussi vous parler des producteurs de betteraves de Lethbridge qui étaient convaincus, et le sont toujours, qu'on ne protège pas leurs intérêts et qu'un accord de libre-échange empêchera la mise en place de mesures aptes à résoudre leurs problèmes.

Nous pourrions parler de la Colombie-Britannique dont je suis revenu récemment après un autre discours. Là encore, les gens sont de plus en plus convaincus que le libre-échange signifiera le sacrifice des intérêts des producteurs de ressources au profit des États-Unis. C'est un avis que nous entendons formuler par de plus en plus de gens de l'île de Vancouver et de l'intérieur.

Non seulement nous avons entendu exprimer cette opposition lors de réunions et de forums publics, mais nous avons aussi assisté à la création d'un réseau national pour l'équité commerciale, qui inclut des organisations et des groupes représentant plus de 8 millions de Canadiens. Ils ont tenu une réunion à Ottawa en février et ont déploré les négociations secrètes, l'absence de consultation et le manque d'information en ce qui concerne les perturbations sur le marché du travail qui pourraient en découler.

D'autres groupes s'opposent également au libre-échange, par exemple les fabricants de bateaux réunis à Ottawa la semaine dernière, les éditeurs de livres et de magazines qui ont manifesté de fortes réserves. D'autres groupes, tels le Syndicat national des agriculteurs et le Comité canadien d'action sur la situation de la femme, craignent que les femmes employées dans les industries traditionnelles ne soient victimes de ce grand chambardement.

Outre ce mouvement d'opposition, certains estiment que le gouvernement saborde ses principaux arguments. Par exemple quand il dit qu'il ne s'agit pas de libre-échange mais d'amélioration des échanges. Il y a quelques semaines, le commissaire au commerce des États-Unis a déclaré devant la

Chambre des représentants que le projet d'un accord de libre-échange avec le Canada est semblable à celui qui existe avec Israël. S'il est vraiment question de libre-échange, n'essayons pas de brouiller les pistes inutilement.

Les conservateurs soutiennent également qu'en concluant un accord de libre-échange inspiré de la doctrine continentaliste, nous échappons au protectionnisme des États-Unis et nous nous mettons à l'abri d'un des grands instruments du protectionnisme américain, la Commission du commerce international. Selon le responsable américain chargé des négociations avec le Canada, il y a bien peu de chances que le Congrès approuve un traité commercial qui empêcherait les États-Unis d'imposer des droits compensateurs sur les importations canadiennes chaque fois que des responsables américains estiment que les produits canadiens en question font l'objet de subventions.

Les difficultés que nous éprouvons présentement à écouler nos produits du bois, du poisson, notre production porcine et nos fraises, risquent de se répéter après la signature d'un accord, parce que les producteurs américains pourront toujours réclamer des mesures de protection contre l'importation de produits canadiens.

En ce qui concerne le bois d'œuvre en particulier, il faut tenir compte non seulement du sénateur Packwood qui a fait preuve de son pouvoir ce matin, mais aussi de sénateurs de bien d'autres États qui ont déclaré carrément que si le Canada voulait conclure un accord de libre-échange, il lui faudra d'abord accepter de réduire ses exportations de bois aux États-Unis. Il est ironique que les perspectives qu'offre maintenant un tel accord se résument à une réduction de nos exportations de bois en dépit des investissements et des améliorations qui ont été apportés dans ce secteur dans l'ouest du Canada.

Même l'Association nationale des manufacturiers des États-Unis affirme qu'un accord de libre-échange avec le Canada ne serait acceptable qu'à une seule condition. C'est-à-dire un taux de change fixe, ce qui poserait à nos fabricants un problème très difficile. En fait, cela contribuerait en réalité à faire passer bon nombre de ces fabricants dans l'opposition au libre-échange.

● (1250)

A part la démolition des arguments conservateurs sur la question, que s'est-il produit d'autre? Je crois que les Canadiens ont appris que le libre-échange nous imposerait des coûts énormes. Tout d'abord, il y aurait perturbation dans le domaine de l'emploi. Le gouvernement a lui-même calculé que près de 800,000 emplois seraient touchés. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) qui siège en face sait bien que nous ne disposons pas encore des moyens nécessaires pour faire face à une perturbation de cette ampleur, et aider les gens à passer d'un emploi à un autre pour remédier à ce bouleversement.